

Maîtrise d'ouvrage

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de
l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France

Dossier de Consultation des Entreprises

Travaux d'amélioration et de renforcement du réseau d'incendie du tunnel A14W – NANTERRE-LA DÉFENSE

BORDEREAU A

A.2 – Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

COMMUN À TOUS LES LOTS

Direction des Routes d'Île-de-France

Service du Trafic et des Tunnels

**Département de l'Ingénierie et de la Modernisation des Équipements et
de Tunnels**

15-17 rue Olof Palme

94000 CRÉTEIL CEDEX

Pièce numéro **A.2**

Version 1

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) COMMUN A TOUS LES LOTS

(CCAP N° DRIEAT-DIRIF-STT-AOO-25-062)

Pouvoir adjudicateur

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des
Transports d'Île-de-France
Direction des Routes d'Île-de-France

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de
l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France.

Objet du marché

Travaux d'amélioration et de renforcement du réseau d'incendie
du tunnel A14 W- Nanterre-La Défense.

Remise des offres

Date limite de réception : 26/11/2025 à 12 heures (heure locale de l'adresse du RPA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) COMMUN À TOUS LES LOTS

Sommaire

ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	7
1.1 Objet du marché.....	7
1.2 Lieux d'exécution.....	7
1.3 Décomposition en tranches et en lots.....	7
1.4 Intervenants et forme des notifications.....	8
1.4.1 Mandataire du maître d'ouvrage.....	8
1.4.2 Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	8
1.4.3 Conduite d'opération.....	8
1.4.4 Maîtrise d'œuvre.....	8
1.4.5 Titulaire.....	9
1.4.5.1 Responsabilité du Titulaire.....	9
1.4.5.2 Obligations particulières du Titulaire.....	9
1.4.6 Contrôle technique.....	10
1.4.7 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	10
1.4.8 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC).....	10
1.4.9 Autres intervenants.....	11
1.4.10 Représentation du pouvoir adjudicateur.....	12
1.4.11 Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.....	13
1.5 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	13
1.5.1 Obligation de confidentialité.....	13
1.5.2 Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	14

1.6.7 Autres dispositions générales.....	18
1.7 Ordres de service.....	18
1.8 Propriété intellectuelle.....	19
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	19
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	20
3.1 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	20
3.1.1 Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :.....	20
3.1.2 Prestations fournies par le maître d'ouvrage.....	22
3.1.3 Forme des prix.....	22
3.1.4 Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix.....	22
3.1.5 Établissement des états d'acompte et du décompte.....	22
3.1.6 Modalités de transmission et de paiement.....	24
3.1.6.1 Modalités de transmission des pièces de paiement.....	24
3.1.6.2 Modalités de paiement.....	24
3.1.6.3 Modalités particulières de paiement.....	25
3.1.7 Prestations supplémentaires ou modificatives.....	25
3.1.7.1 Règlement des prestations non prévus.....	25
3.1.7.2 Augmentation – Modification dans la masse des travaux.....	26
3.1.8 Approvisionnements.....	26
3.2 Variation dans les prix.....	26
3.2.1 Révision des prix.....	26
3.2.2 Mois d'établissement des prix du marché.....	26
3.2.3 Choix de l'index de référence.....	26
3.2.4 Modalités de révision des prix.....	26
3.2.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	27
ARTICLE 4 - DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	27
4.1 Délai d'exécution.....	27
4.2 Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots.....	28
4.3 Pénalités pour retard d'exécution.....	28
4.3.1 Pénalités pour retard d'exécution.....	28
4.3.2 Pénalités en cas de dépassement des délais d'intervention.....	28
4.4 Pénalités pour défaut de maintien du niveau de service et de sécurité.....	28
4.5 Autres pénalités.....	29
4.5.1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	29
4.5.2 Documents fournis après exécution.....	29
4.5.3 Période de préparation.....	29
4.5.4 Rendez-vous de chantier.....	29
4.5.5 Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.....	29
4.5.6 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	30
4.5.7 Pénalité pour non-respect de l'engagement d'insertion sociale concernant les lots n° 1 et n°2.....	30
4.5.8 Pénalité pour non-respect de l'engagement environnemental concernant les lots n° 1 et n°2.....	30
4.5.9 Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés.....	30
4.5.10 Pénalités pour retard dans la remise en service du tunnel après une fermeture programmée.....	30
4.5.11 Pénalité pour annulation tardive d'une fermeture du fait du titulaire.....	31
4.5.12 Non-respect des règles du PAQ.....	31
4.5.13 Pénalités pour infraction aux règles de sécurité et de protection de la santé.....	31
4.5.14 Pénalités pour infractions aux consignes et contraintes d'exploitation de la DiRIF.....	32

4.5.15 Pénalités pour retard d'intervention en période de garantie.....	32
4.5.16 Autres pénalités diverses.....	32
4.6 Primes d'avance.....	32
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	33
5.1 Retenue de garantie.....	33
5.2 Avances.....	33
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	34
6.1 Provenance des matériaux et produits.....	34
6.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	34
6.2.1 Qualité des matériels et des produits – Application des normes.....	34
6.2.2 Vérifications – surveillance de fabrication.....	34
6.2.3 Essais supplémentaires.....	35
ARTICLE 7 - RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	35
7.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	35
7.2 Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	36
7.3 Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	36
7.4 Piquetage général.....	36
7.5 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	36
7.6 Gestion de la consignation des équipements.....	37
ARTICLE 8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	37
8.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	37
8.2 Études d'exécution des ouvrages.....	39
8.3 Ordonnancement.....	39
8.3.1 Programme d'exécution des travaux.....	39
8.3.2 Suivi du programme général d'exécution.....	39
8.4 Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	40
8.5 Organisation des besoins de fermeture.....	40
8.5.1 Demandes de balisages et fermetures de nuit.....	40
8.5.2 Fermetures autorisées.....	40
8.5.3 Déprogrammation :.....	41
8.5.4 Contraintes sur les balisages et fermetures de nuit.....	42
8.5.5 Conditions d'interventions.....	42
8.5.6 Respect des CME.....	44
8.6 Organisation des travaux.....	44
8.6.1 Coordination.....	44
8.6.2 Exécution des travaux.....	45
8.6.2.1 Réunions de chantier.....	45
8.6.2.2 Autres réunions.....	45
8.6.2.3 Journal de chantier.....	45
8.7 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	46
8.7.1 Installation des chantiers de l'entreprise.....	46
8.7.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent.....	46
8.7.3 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	46
8.7.4 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	47
8.7.5 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	48
8.7.6 Démolition de constructions.....	48
8.7.7 Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre.....	48
8.7.8 Dégradations causées aux voies publiques.....	48
8.8 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	48

ARTICLE 9 - CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	49
9.1 Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	49
9.1.1 Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves.....	49
9.1.2 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	49
9.2 Réception.....	49
9.2.1 Réception des ouvrages.....	49
9.2.2 Réceptions partielles.....	49
9.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	49
9.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	49
9.5 Documents fournis après exécution.....	50
ARTICLE 10 - GARANTIE.....	50
10.1 Généralités.....	50
10.2 Durée de la garantie.....	51
10.3 Étendue de la garantie.....	51
10.4 Conditions d'intervention pendant la période de garantie.....	52
10.5 Garanties particulières.....	53
ARTICLE 11 - RÉSILIATION.....	53
ARTICLE 12 - CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	54
12.1 Clause d'insertion par l'activité économique.....	54
12.2 Les publics visés.....	54
12.3 Objectif d'insertion.....	55
12.4 Les modalités de mise en œuvre des clauses sociales.....	56
12.4.1 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	56
12.4.2 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	56
12.4.3 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	57
12.5 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion.....	58
ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	60

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) COMMUN A TOUS LES LOTS

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les travaux d'amélioration et de renforcement du réseau d'incendie du tunnel A14W Nanterre - La Défense.

Les travaux à réaliser concernent :

- Le remplacement de portions de canalisations ;
- Le remplacement et adjonction d'équipements de robinetterie ;

1.2 Lieux d'exécution

Les travaux d'amélioration et de renforcement du réseau d'incendie des tunnels seront exécutés dans le tunnel de l'A14 sur l'axe W entre Nanterre et la Défense, dans le département des Hauts de Seine (92).

1.3 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 2 lots désignés ci-après qui sont traités par marchés à lots séparés :

Désignation des lots	
Lot n° 1	Travaux d'amélioration et de renforcement du réseau d'incendie du tunnel A14 W – Nanterre - La Défense (PR 2+600 - PR 3+600).
Lot n° 2	Travaux d'amélioration et de renforcement du réseau d'incendie du tunnel A14 W – Nanterre – La Défense (PR 1+800 - PR 4+200).

1.4 Intervenants et forme des notifications

1.4.1 *Mandataire du maître d'ouvrage*

Sans objet.

1.4.2 *Désignation de sous-traitants en cours de marché*

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.6.3 ci-après.

1.4.3 *Conduite d'opération*

Sans objet.

1.4.4 *Maîtrise d'œuvre*

Le maître d'œuvre est :

Maîtrise d'œuvre :
WSP BG Ingénieurs Conseils
Immeuble Garonne
40 Avenue des Terroirs de France
75012 PARIS

Il est chargé d'une mission comprenant :

- Le VISA de l'ensemble des études d'exécution (y compris le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et la totalité des études de synthèse) (EXE) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception (AOR) et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) ;
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC) ;

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1.4.5 Titulaire

Le Titulaire du marché est désigné à l'Acte d'Engagement. Il est en charge de la réalisation des prestations mentionnées dans les pièces du présent Marché.

1.4.5.1 Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire a la responsabilité pleine et entière de la tenue de son obligation de résultat telle qu'elle résulte des différentes pièces contractuelles du marché, et du respect de la législation et de la réglementation en vigueur.

Cette responsabilité s'applique depuis la notification du marché jusqu'à la fin de la dernière période de garantie. Elle concerne les modalités de réalisation des prestations, les résultats des prestations, et tous effets et circonstances qui en découlent.

1.4.5.2 Obligations particulières du Titulaire

Pour tout ce qui concerne l'exécution, le contrôle et la réception des travaux, les obligations contractuelles incombant aux différentes parties sont régies par le CCAG Travaux.

Toutefois, la bonne exécution des prestations dépendant directement de la (des) personne(s) qui sera (seront) nommément désignée(s) pour en assurer la conduite aux différents stades d'avancement du marché (études d'exécution génériques, études d'exécution spécifiques, exécution des travaux, réception des ouvrages), les clauses complémentaires suivantes sont applicables :

Le Titulaire désignera, dès la notification du marché, la (ou les) personne(s) physique(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du Maître d'Ouvrage aux différents stades d'exécution de celui-ci.

Cette désignation ne sera effective qu'après agrément du Maître d'ouvrage, qui pourra la refuser si la (les) personne(s) proposée(s) n'ont pas les qualifications et responsabilités présentées dans la note méthodologique du mémoire technique du Titulaire. De même, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de récuser, en cours d'exécution du marché, la (les) personne(s) désignée(s) par le Titulaire pour en assurer la conduite.

Le Titulaire est tenu de communiquer immédiatement au Maître d'Ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent aux personnes qualité pour le représenter.

Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le Titulaire doit en aviser immédiatement le Maître d'Ouvrage par envoi recommandé avec demande d'avis de réception postale.

En cas de remplacement d'une personne désignée pour assurer la conduite des prestations, soit à la demande du Maître d'ouvrage, soit en raison de l'incapacité dans laquelle se trouverait la personne concernée de poursuivre sa mission, le Titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

À ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au Maître d'Ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la date portée sur la décision de procéder au remplacement (ordre de service notifiant la décision du Maître d'Ouvrage ou date d'envoi de l'avis par le Titulaire).

Le remplacement est considéré comme accepté si le Maître d'ouvrage ne le récuse pas dans un délai d'un mois à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le Maître d'ouvrage récuse le remplaçant, le Titulaire dispose de quinze jours pour désigner un

autre remplaçant et en informer Maître d'ouvrage. Cette procédure sera répétée autant de fois que nécessaire jusqu'à ce que le Maître d'Ouvrage ait accepté la personne proposée par le Titulaire.

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire tiendra à la disposition du Maître d'œuvre des interlocuteurs privilégiés, formant l'équipe de pilotage du marché par le Titulaire. La constitution de cette équipe, qui devra être indiquée dans le Plan d'Assurance Qualité, pourra évoluer selon les phases d'études, de réalisation et d'exploitation de l'ouvrage.

Le Titulaire devra, dans un délai de 15 jours après la notification du marché, communiquer, par écrit, au Maître d'ouvrage, la liste des personnels affectés à l'équipe de pilotage en précisant, le nom des personnes, leur qualification et la nature des tâches et des responsabilités qui leur seront confiées.

Une fois nommément désignés par le Titulaire, les agents constituant cette équipe ne pourront être remplacés sans l'accord préalable du Maître d'ouvrage.

Le remplacement d'un représentant du Titulaire selon les dispositions du présent paragraphe ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire quant au résultat des prestations dont il a la charge au titre du marché.

Enfin, le Titulaire indiquera au Maître d'Ouvrage le ou les correspondant(s) sécurité en charge du respect des règles et des dispositifs de sécurité sur le chantier, et qui sera (seront) le(s) correspondant(s) particulier(s) du coordonnateur SPS.

1.4.6 Contrôle technique

Sans objet.

1.4.7 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

La nature et l'étendue des obligations qui incombent le titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

Le titulaire de la mission de coordination en matière de SPS sera désigné ultérieurement par le maître d'ouvrage.

1.4.8 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Il appartient au titulaire du marché (entrepreneur général ou mandataire du groupement) de se doter de tous les moyens nécessaires pour assurer l'ordonnancement, la planification et la coordination des différentes tâches de son chantier, en vue de parvenir à la parfaite maîtrise du planning sur lequel l'entreprise ou le groupement d'entreprises de **chaque Lot**, s'est engagé (fonction OPC). L'intervention simultanée d'autres entreprises que celles du titulaire aura lieu durant le déroulement du présent marché. Ceci amènera des contraintes à la fois pour les travaux du présent marché et l'organisation de ceux-ci. Le titulaire devra prendre en compte ces paramètres d'interventions d'entreprises extérieures pour la réalisation et la mise à jour de son planning de travaux conformément au CCTP.

En particulier, le titulaire aura la tâche :

- Pour la coordination, d'harmoniser dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux.

- Pour le pilotage, d'informer la maîtrise d'ouvrage, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves, des contraintes découlant des interfaces avec les projets transversaux ou des autres maîtres d'ouvrage intervenant sur le secteur. Les interfaces identifiées à prendre en compte sont énumérées au titre des contraintes de réalisation dans le CCTP.
- Pour l'ordonnancement et la planification, d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités entre les cotraitants en cas de groupement conjoint.

De la même manière le titulaire prend en compte qu'il devra coordonner ses actions avec les divers concessionnaires, qu'il s'agisse des concessionnaires intervenant dans la réalisation des travaux ou de concessionnaires chargés de la gestion du domaine sur lequel se déroulent les travaux.

La coordination au sein du groupement consiste en particulier à :

- centraliser et mettre en cohérence les éléments des plannings des membres du groupement pour transmission au maître d'œuvre ;
- transmettre aux membres du groupement les informations de toutes natures, données par le maître d'œuvre, relatives notamment au contrôle et à la mise en application du planning du groupement ;
- veiller au respect des principes d'organisation des installations de chantier définis par le maître d'œuvre ;
- mettre en concordance les méthodes et les processus d'exécution des travaux de chacun des membres du groupement ;
- coordonner les études d'exécution des travaux de chacun des intervenants ;
- assurer la coordination de l'établissement du dossier de récolement des ouvrages exécutés (DOE) ;
- suivre l'application des dispositions du Marché par les différents intervenants du groupement et provoquer l'étude de solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient l'exécution des travaux ;
- gérer les interfaces internes d'études (synthèse des études) et de chantier (coordination interentreprises du groupement) et en supporter les coûts (études, travaux) ;
- assurer la gestion des interfaces avec toute intervention extérieure au présent Marché, en particulier dans le cas de travaux effectués sur le même site, au cours de la même période ;
- assurer la coordination des différentes entreprises en matière d'hygiène et de sécurité ;
- assurer la coordination en matière d'assurance qualité entre les cotraitants ;
- assurer la gestion du compte interentreprises le cas échéant ou la formulation des répartitions de paiement.

1.4.9 Autres intervenants

Service gestionnaire et exploitant des tunnels :

DiRIF/ STT / DETT / PCTT de Nanterre
21 rue Gutenberg
92 000 Nanterre
Tél : 01 41 91 13 00

Service gestionnaire et exploitant des routes :

DiRIF/ AGER-O / UER de Nanterre
21 rue Gutenberg
92 000 Nanterre
Tél : 01 41 91 70 33

Département d'Ingénierie Ouvrages d'art (DIOA):

DiRIF / SGPR / DOA
65, avenue Faidherbe
93315 Le Pré Saint Gervais
Tél : 01 49 15 43 12

1.4.10 Représentation du pouvoir adjudicateur

La fonction de représentant du pouvoir adjudicateur est assurée par :

<p>Direction des Routes d'Île-de-France Service du Trafic et des Tunnels Département de l'Ingénierie et de la Modernisation des Équipements et des Tunnels (DIMET)</p>
--

Pour les besoins de l'exécution du marché, le chef du département DIMET, ou son représentant, est habilité à représenter le pouvoir adjudicateur auprès du titulaire pour assumer les fonctions suivantes :

- a) La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande. (CCAG Travaux art. 3.6.1.5) ;
- b) La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG Travaux art. 3.6.2.4) ;
- c) La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG Travaux art. 3.6.2.6) ;
- d) La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG Travaux art. 11.6)
- e) L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG Travaux art. 12.2.2) ;
- f) La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (Travaux art. 12.4.2) ;
- g) La réception du décompte général. (CCAG Travaux art. 12.4.4) ;
- h) La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG Travaux art. 27.3.1) ;
- i) La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG Travaux art. 28.3) ;
- j) La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG Travaux art. 41.1.2) ;
- k) La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG Travaux art. 41.1.2).

1.4.11 Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et

l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître

d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

1.5 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.5.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.5.5 du présent CCAP.

1.5.2 Règlement général sur la protection des données (RGPD)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.5.6 du présent CCAP.

1.6 Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1.6.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG Travaux.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.6.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.6.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du
ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article du présent CCAP..

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.6.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4.5.9 du présent CCAP.

1.6.3 Responsabilités et Assurances

1.6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1.6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 000 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 4 000 000 € par sinistre.

1.6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés .

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances et émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil .

1.6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les

garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1.6.4 Réalisation de prestations similaires

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de confier au Titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1.6.5 Clauses sociales pour le lot n°1 et le lot n°2

Les conditions d'exécution des lots comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 12 du présent CCAP.

1.6.6 Clauses environnementales

Conformément à l'article 20.2 du CCAG Travaux, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

1.6.7 Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG Travaux, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1.7 Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

1.8 Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**).;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seule foi ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ; Ce document est dénommé « CCAG Travaux » ou « CCAG » dans toutes les pièces de la consultation.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi, assorti des documents ci-après :
- Le Bordereau des Prix Unitaires et forfaitaires (BPUF) ;
- Le Détail Estimatif (DE) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOSED).
- Le mémoire technique remis dans l'offre et composé des documents suivants :
 - note "organisation et la méthodologie" ;
 - note "méthodologie pour la réalisation des travaux" ;
 - note technique générale ;
 - note "programme et planning prévisionnel".
- Fiche d'expression d'ordre de préférence.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.1.1 Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte de toutes les fournitures de matériaux nécessaires à la réalisation des travaux ;
- En tenant compte de tous les frais de main d'œuvre et de matériel quelles que soient les cadences et les conditions réelles d'exécution ;
- En tenant compte des frais généraux, impôts, taxes et marges pour risque et bénéfice de toutes les entreprises intervenant pour l'exécution des travaux ;
- En tenant compte des frais résultant de la présence de l'entrepreneur ou de son représentant aux réunions de chantier pendant la durée des travaux, auxquels il sera convoqué par le Maître d'œuvre ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des sujétions particulières destinées à assurer la sécurité et la protection des chantiers et des personnes ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au SOSED ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures prises en application du SOPAQ, notamment celles engagées pour la réalisation des essais, des contrôles et des épreuves prévues par les pièces générales et les pièces particulières du marché ;
- En tenant compte des sujétions liées aux points d'arrêt pour les contrôles ordonnés par le Maître d'œuvre et toutes les gênes éventuellement dues à ces points d'arrêt ;
- En tenant compte des frais liés à l'établissement des dossiers d'exploitation sous chantier ;
- En tenant compte de l'exiguïté de l'emprise des travaux, des sujétions liées à la prise en compte des constructions et de la végétation avoisinantes.
- En tenant compte de l'entretien des zones de chantier et des voiries adjacentes, le cas échéant, tout défaut d'entretien constaté par le Maître d'œuvre et faisant appel à une intervention immédiate par des services extérieurs au chantier pourra être facturé à l'entrepreneur ;
- En tenant compte du respect des contraintes du dossier d'exploitation sous chantier ;
- En tenant compte des frais résultant de l'exécution des ouvrages provisoires nécessaires à la réalisation des travaux même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans les prix ;
- En tenant compte des sujétions de l'itinéraire qui sera imposé pour le transport et les accès du chantier quelle qu'en soit la cause ;

- En tenant compte pour les travaux effectués au voisinage des lignes électriques, de l'obligation de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers de bâtiment et de travaux publics ;
- En tenant compte de toutes les sujétions résultant de la présence de canalisations diverses : eau, électricité, assainissement, gaz, téléphone, éclairage, égout, et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection et qui seront demandées par les concessionnaires ;
- En tenant compte de la protection des eaux souterraines et de ruissellement contre les pollutions ;
- En tenant compte des frais de coordination avec les entreprises intervenant en dehors du cadre du présent marché ;
- En tenant compte des cas de vol, perte ou dégradation de matériaux, matériels, outillages de l'entrepreneur ou des ouvrages ou partie d'ouvrages réalisés, les frais résultant des remplacements et mises en état incombent aux entrepreneurs ayant la garde des ouvrages touchés, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître d'ouvrage ou à une prolongation des délais d'exécution des travaux ;
- En tenant compte des frais résultant des mesures nécessitées par la protection des travaux et des ouvrages, ainsi qu'au gardiennage des zones de chantier jusqu'à leur réception ;
- En tenant compte des demandes et frais de consignations et déconsignations autant que nécessaire au bon déroulement du marché,
- En tenant compte des frais liés à la mise à disposition, pendant toute la durée du chantier, d'un chargé de consignation du réseau incendie. Ce chargé de consignation procédera notamment à l'élaboration, la diffusion de l'ensemble des documents préalablement nécessaire à une consignation (NIP, procédure), recueil des avis. Il procédera également à la consignation du réseau ou des tronçons de réseau, à leur purge, leur remise en eau et déconsignation de manière à permettre l'exploitation du tunnel dans le respect des conditions minimales d'exploitation (CME).
- En tenant compte des intempéries :

Pour les définitions ayant trait aux phénomènes naturels définis ci-après, la station météorologique de référence est la station de du Parc Montsouris (75).

On définit les événements météorologiques suivants :

- (E1) : température constatée inférieure à 5 °C entre 7 heures et 20 heures ;
- (E2) : hauteur de pluie cumulée au cours de la journée supérieure à 3mm ;
- (E3) : traces de neige à 6H00 ;
- (E4) : alerte vent de niveau orange.

On définit ensuite, pour chaque événement climatique (Ei) défini ci-dessus, une année de référence (Ai) correspondant à celle pour laquelle le nombre de jours au cours desquels le phénomène (Ei) a été atteint, pendant la période correspondant au délai d'exécution des travaux, est le deuxième plus élevé au cours des cinq dernières années. Le nombre de jours au cours desquels le phénomène (Ei) a été atteint l'année (Ai), pendant la période au délai d'exécution des travaux, est alors appelé (ni).

Les prix sont alors établis en considérant comme normalement prévisibles le nombre de journées à conditions climatiques défavorables défini comme la somme $n_1+n_2+n_3+n_4$.

3.1.2 Prestations fournies par le maître d'ouvrage

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8.7.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3.1.3 Forme des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3.1.4 Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Tout sous-détail de prix unitaire et toute décomposition de prix forfaitaire, que la prestation soit sous-traitée ou non, seront présentés sous la forme d'un détail évaluatif comprenant :

- Les quantités à exécuter prévues par le candidat et leurs rendements ;
- Les déboursés ou frais directs, décomposés en prix secs de main d'œuvre (qualifiée, non qualifiée, chef d'équipe, encadrement si celui-ci n'est pas inclus dans les frais de chantier), dépenses par types de matériaux et de matières consommables, dépenses par types de matériel ;
- Les frais généraux (et éventuellement de chantier, ceux-ci pouvant comprendre l'encadrement et autres dépenses indivisibles) ou le coefficient de sous-traitance, d'une part, les impôts et taxes, d'autre part, exprimés par des pourcentages des déboursés ci-dessus.

3.1.5 Établissement des états d'acompte et du décompte

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'ouvrage

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A : Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire dépose sous la plateforme CHORUS PRO, en qualité de « fournisseur », un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. **Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.**

La trame « GEMME » du projet de décompte mensuel sera transmise au titulaire dans un délai d'un mois après notification du marché. Cette trame sera obligatoirement utilisée par le titulaire. La trame du décompte mensuel sera mise à jour après chaque état d'acompte. Tout projet de décompte qui ne la respecterait pas sera refusé.

Le document Notice « Renseignement d'un projet de décompte 'GEMME' » (Notice jointe au bordereau B), définit les modalités de renseignement de cette trame et les critères de recevabilité du projet de décompte.

Le projet de décompte doit comprendre toutes les pièces nécessaires au paiement pour être considéré comme recevable, le titulaire est notamment responsable d'être à jour de toutes procédures et déclarations nécessaires au paiement (adéquation de la répartition des montants entre co et sous-traitants avec les pièces du marché, prix nouveaux...)

Le Maître d'œuvre vérifie ce projet de décompte mensuel et, après rectification le cas échéant, le valide via la plateforme Chorus-pro sous un délai de 7 jours calendaires. Cette étape permet d'envoyer automatiquement le projet de décompte à la Maîtrise d'ouvrage.

A réception du projet de décompte et des pièces associées, le Maître d'Ouvrage procède à la saisie du projet de décompte accepté par le Maître d'Œuvre dans le système GEMME.

Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le Maître d'Œuvre notifie au titulaire l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG – Travaux.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG – Travaux, aucun délai n'est prescrit pour la notification de l'état d'acompte.

B : Décompte final

Le titulaire adresse au Maître d'Œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux sans réserve, ou à l'issue de la levée des réserves, le projet de décompte final qu'il a établi indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG – Travaux.

Il est établi et transmis au Maître d'Œuvre et traité par ses soins dans les mêmes conditions qu'un décompte mensuel, sauf mention contraire dans le présent sous-chapitre.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le Maître d'Ouvrage, à l'aide du système GEMME, édite en application des clauses du marché, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général. Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus. Dans les délais fixés par le CCAG – Travaux, il notifie le décompte général au titulaire qui, s'il l'accepte sans réserve, devient le décompte général et définitif.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3.1.6.2 du présent CCAP.

Si l'acheteur n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG – Travaux, par dérogation au 12.4.4 du CCAG – Travaux, le titulaire met en demeure le Représentant de l'Acheteur d'y procéder avec copie au Maître d'Œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par l'acheteur dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

En complément de l'article 12.3.3 du CCAG – Travaux, dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les réserves qu'il a émises régulièrement et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence..

3.1.6 Modalités de transmission et de paiement

3.1.6.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des projets de décompte sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées étant établis sous la trame « GEMME » remise par le Maître d'Ouvrage, elles comprennent les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État.
- Le code du service exécutant de la dépense « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* ».

Les projets de décompte sont à adresser au maître d'œuvre.

3.1.6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à **30 jours**.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R2192-31 à 36 du code de la commande publique, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de **huit points de pourcentage**.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement de ou des avances correspond à la date de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date dépôt sous CHORUS PRO du projet de décompte GEMME (projet de décompte **complet et cohérent, accompagné de l'ensemble des pièces complémentaires et justificatives associées** conformément au document Notice « Renseignement d'un projet de décompte 'GEMME' » ((Notice jointe au bordereau B).

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le Maître de l'Ouvrage.

Il est fait application du décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

3.1.6.3 Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement hors taxe en faisant apparaître distinctement que la TVA est due par le preneur conformément à l'article 283-2 nonies du Code général des impôts, libellée au nom du Maître d'Ouvrage, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au Maître d'Œuvre ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Maître d'Œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- – Le Maître d'Œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ; ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.1.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3.1.7 Prestations supplémentaires ou modificatives

3.1.7.1 Règlement des prestations non prévus

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service (OS) fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3.1.7.2 Augmentation – Modification dans la masse des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un Ordre de Service préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Ce marché pourra donner lieu à décision de poursuivre.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

3.1.8 Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3.2 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.2.1 Révision des prix

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.2.3 et 3.2.4.

3.2.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédent le mois de la date limite de remise des offres (mois zéro).. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale..

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3.2.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index **TP10f base 2010** (Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux), série n° 010 777 582, publié sur le site de l'Insee.

3.2.4 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n - 6 / I_0 - 6$$

- $I_0 - 6$ = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

- $In - 6$ = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 6 mois.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.2.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

ARTICLE 4 - DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4.1 Délai d'exécution

Ce délai court à partir de la date de démarrage des prestations, notifiée par Ordre de Service, jusqu'à la réception complète des prestations prévues au marché.

Le délai d'exécution du lot est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

4.2 Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

4.3 Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4.3.1 *Pénalités pour retard d'exécution*

A) Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 1/10000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché. Ce montant est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus .

B) Non-respect du nombre de nuit

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de non-respect du nombre de nuit sur lequel le candidat se sera engagé dans le cadre de son offre, et si ce retard est imputable au titulaire, **une pénalité de quatre mille euros hors taxes (4 000 € HT) par nuit supplémentaire sera appliquée.**

4.3.2 *Pénalités en cas de dépassement des délais d'intervention*

Pénalités pour le dépassement des délais			
Degré	D'arrivée au PCTTO ou au tunnel	de réparation provisoire	de réparation définitive
Urgence U.0	400 €.HT. par ¼ h	400 €. HT. par h	150 €. HT par h
Accélééré U.1		400 €. HT. par h	500 €. HT par jour

- Les dates, heures et temps de dépassement seront exprimées en heures décimales.

4.4 Pénalités pour défaut de maintien du niveau de service et de sécurité

Si un défaut de maintien du niveau de service et de sécurité des équipements et ouvrages en exploitation résultant d'une faute du titulaire est constaté durant la phase de travaux ou pendant une intervention au titre de la garantie de bon fonctionnement et des garanties particulières telles que définies au présent CCAP, l'Entrepreneur subira une pénalité de :

- Cent cinquante euros hors taxes (150 €) par heure et par défaut jusqu'à la remise en état des équipements concernés pour tout équipement qui ne fait pas partie des Conditions Minimales d'Exploitation (CME) ;
- Mille euros hors taxes (1 000 €) par heure et par défaut, jusqu'à la remise en état des équipements concernés ;
- Mille cinq cents euros hors taxes (1500 €) par heure et par défaut jusqu'à la remise en état des équipements concernés pour tout équipement faisant partie des Conditions Minimales

d'Exploitation (CME) en vigueur au moment des faits. Cette pénalité pourra se cumuler avec la pénalité prévue au 4.5.10.

Cette pénalité sera encourue et appliquée sans préavis, sur simple constatation par le Maître d'œuvre, l'Exploitant ou le Maître d'ouvrage ou un de leurs représentants et s'applique au membre du groupement concerné (mandataire, cotraitant, sous-traitant) lorsqu'il est connu, ou à défaut au mandataire du groupement.

4.5 Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.2.4 et 19.1.3 du CCAG Travaux s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4.5.1 *Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux*

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG Travaux, sans préjudice d'une pénalité journalière de mille cinq cents euros hors taxes (1 500 € HT).

4.5.2 *Documents fournis après exécution*

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9.5 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à mille cinq cents euros hors taxes (1 500 € HT).

4.5.3 *Période de préparation*

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8.1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à mille cinq cents euros hors taxes (1 500 € HT).

4.5.4 *Rendez-vous de chantier*

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à cinq cent euros hors taxes (500 € HT).

4.5.5 *Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité*

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.5.1 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4.5.6 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.5.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4.5.7 Pénalité pour non-respect de l'engagement d'insertion sociale concernant les lots n° 1 et n°2

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser pour chaque lot, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 60 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 80 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

4.5.8 Pénalité pour non-respect de l'engagement environnemental concernant les lots n° 1 et n°2

Le strict respect des règles fixées par le SOGED et le SOPRE est un impératif absolu.

Ainsi il est prévu l'application de pénalités en cas d'infractions constatées à ces règles. Les personnels habilités à constater ces infractions sont le maître d'ouvrage et les personnes qu'il habilite, le coordonnateur SPS, ainsi que le maître d'œuvre et les personnes qu'il habilite, désignées par ordre de service notifié à l'entrepreneur pendant la période de préparation et mis à jour par la suite selon la même modalité.

Une pénalité de huit cents euros hors taxes (800 € HT) sera appliquée à chaque infraction constatée par un agent habilité, sans préjudice de l'exclusion du chantier des personnels concernés.

Ces pénalités à caractère forfaitaire sanctionneront par exemple (liste non exhaustive) :

- Destination des déchets modifiée,
- Non présentation ou absence des bordereaux de suivi,

Ces pénalités pourront être appliquées journalièrement tant que l'infraction en cause persistera.

Ces pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG.

Les pénalités sont cumulables. Le montant des pénalités sera retenu sur les sommes dues à l'entrepreneur.

4.5.9 Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de mille euros hors taxes (1 000 € HT) pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4.5.10 Pénalités pour retard dans la remise en service du tunnel après une fermeture programmée

En cas de retard imputable au titulaire dans la remise en service du tunnel (quel que soit le sens de circulation) après une période de fermeture programmée, une pénalité forfaitaire de cinq mille euros (5 000 €) sera appliquée sur simple constat de retard, à laquelle s'ajoutera une pénalité de sept cents euros (700 €) par heure de retard.

Cette pénalité sera encourue et appliquée sans préavis, sur simple constatation par le Maître d'œuvre, l'Exploitant ou le Maître d'ouvrage ou un de leurs représentants et s'applique au membre du groupement concerné (mandataire, cotraitant, sous-traitant) lorsqu'il est connu, ou à défaut au mandataire du groupement.

Les faits générateurs des retards imputables au titulaire sont :

- le défaut de libération des lieux ;
- toute indisponibilité d'équipements de sécurité conduisant au non-respect des Conditions Minimales d'Exploitation en vigueur au moment des travaux ;
- toute atteinte aux ouvrages ou équipements du tunnel (notamment la signalisation ou les dispositifs de retenue) qui en rendrait l'exploitation en sécurité impossible ;
- toute gêne à l'exploitation de l'ouvrage.

4.5.11 Pénalité pour annulation tardive d'une fermeture du fait du titulaire

Une annulation de fermeture ou de balisage du fait du titulaire est qualifiée de tardive si elle intervient dans un délai inférieur à quarante-huit (48) heures avant l'heure prévue initialement pour le début de cette fermeture ou de ce balisage.

Le titulaire encourt alors une pénalité pour annulation tardive de fermeture ou de balisage qui s'élève à cinq mille euros HT (5 000 € HT) par événement.

Cette pénalité est également applicable en cas de demande de balisage inutilisé par l'Entreprise, ce qui correspond à une situation où le balisage est en place sans que des travaux significatifs ne soient effectués.

4.5.12 Non-respect des règles du PAQ

Le strict respect des règles fixées au PAQ est un impératif absolu.

Lorsque les règles établies dans le PAQ, notamment lors du passage des différents points d'arrêt ou non-respect d'une procédure d'exécution, le titulaire encourt une pénalité, par infraction, de huit cents euros hors taxes (800,00 € HT).

4.5.13 Pénalités pour infraction aux règles de sécurité et de protection de la santé

Le strict respect des règles de sécurité et de protection de la santé définies dans le PGCSPS est un impératif absolu, dans le but de préserver la sécurité et la santé des personnels de chantier.

Ainsi il est prévu l'application de pénalités en cas d'infractions constatées à ces règles. Les personnels habilités à constater ces infractions sont le coordonnateur SPS et les personnes habilitées par le maître d'œuvre, dont la liste est notifiée à l'entrepreneur pendant la période de préparation par ordre de service et mise à jour par la suite selon la même modalité.

Une pénalité de huit cents euros hors taxes (800 € HT) sera appliquée à chaque infraction constatée par un agent habilité par le CSPS, maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, sans préjudice de l'exclusion du chantier des personnels concernés.

Ces pénalités à caractère forfaitaire sanctionneront notamment :

- Les entrées et sortie de chantier non conformes ;
- Le défaut de port de gilets ou baudriers et casques obligatoires ;
- L'absence de protection sur les armatures en attente ;
- L'absence de dispositifs protection contre les chutes sur des dénivelés supérieurs à 0,30m notamment les chambres ouvertes non sécurisées ;

- L'absence de gyrophare et de marquage rouge et blanc des véhicules admis sur le chantier (plaque magnétique « SERVICE ») ;
- L'absence d'habilitation électrique et / ou AIPR.

Ces pénalités pourront être appliquées journalièrement tant que l'infraction en cause persistera.

Ces pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux.

Les pénalités sont cumulables. Le montant des pénalités sera retenu sur les sommes dues à l'entrepreneur.

4.5.14 Pénalités pour infractions aux consignes et contraintes d'exploitation de la DiRIF

En cas de non-respect des consignes de la DiRIF et de non-respect des contraintes d'exploitation, une pénalité de deux mille euros hors taxes (2 000 € HT) par infraction sera appliquée au Titulaire sur simple constat du Maître d'œuvre ou des services d'exploitation de la DiRIF.

En cas de non-transmission de la NIP ou intervention sans NIP dans les délais fixés à l'article 8.5.5, une pénalité de deux mille euros hors taxes (2 000 € HT) sera appliquée au Titulaire sur simple constat du Maître d'œuvre ou des services d'exploitation de la DiRIF.

4.5.15 Pénalités pour retard d'intervention en période de garantie

En cas de retard d'intervention en période de garantie tel que prévu à l'article 10.3 le Titulaire encourt une pénalité journalière fixée à sept-cent-cinquante euros hors taxes (750 € HT).

4.5.16 Autres pénalités diverses

Situations	Pénalités encourues
Non-respect des horaires de début et fin de fermeture des voies de circulation	2 000 € HT par 1/4 d'heure de retard
Retard dans la remise de documents d'exécution (après demande spécifique du maître d'œuvre, hors période de préparation)	200 € HT par jour de retard
Non-respect des consignes formulées par les services exploitants/maître d'œuvre, ou non-respect des conditions d'accès au chantier	500 € HT par constatation
Balisage non conforme ou défaut d'entretien du balisage	500 € HT par constatation
Tout gêne d'exploitation ou stockage d'objets dans le tunnel et dans les servitudes de celui-ci (issues de secours, voie pompiers...)	800 € HT par constatation

4.5.17 Non remise du dossier des ouvrages exécutés ou du manuel d'exploitation et de maintenance

En cas de retard dans l'intégration du DOE définitif, une retenue de 3000 € HT (trois mille euros hors taxes) sera opérée, sans préjudice de l'application d'une pénalité journalière de 1000 € HT (cinq cents euros hors taxes) par jour de retard dans la remise du dossier. Un retard s'entend par le fait qu'à la date de fourniture ou d'intégration prévue :

– des documents attendus sont manquants ;

- des documents fournis ou intégrés ne sont pas conformes aux attentes, en particulier :
- des études d'exécution sont intégrées au DOE alors qu'elles ne doivent pas y figurer ;
- des documents provisoires sont inclus au lieu de versions définitives validées ;
- des documents types inadaptés à l'ouvrage sont utilisés, sans lien avec les travaux réellement exécutés.

4.6 Primes d'avance

Sans objet.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5.1 Retenue de garantie

Sans objet.

5.2 Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG Travaux.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.1.6 du présent CCAP, compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65 % du montant initial TTC du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de

cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG Travaux et des normes en vigueur concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le Plan d'Assurance de la Qualité, que le Titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du Maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves, tant sur le chantier que sur les lieux de production, qui relèvent des contrôles internes et externes prévus au Marché.

Les matériaux et produits fournis au marché devront faire l'objet d'une demande d'agrément auprès du Maître d'œuvre avant tout achat ou mise en production lorsque cela est exigé au CCTP. Ces propositions d'agrément sont présentées au Maître d'œuvre avec les échantillons et les justifications nécessaires (notamment les fiches de contrôle interne périodiques des fournisseurs), en temps utile pour ne retarder ni les études d'exécution ni les travaux, au moins un mois avant l'utilisation des matériaux, éventuellement au cours de la période de préparation.

Le Maître d'œuvre se réserve un délai de quinze jours pour rendre sa décision, ce délai courant à partir de la date à laquelle auront été fournis tous les échantillons de fabrication et tous les renseignements propres à justifier les propositions du Titulaire.

Toutefois, l'agrément définitif des matériaux sera subordonné au résultat positif des épreuves de convenance, lorsqu'elles sont prévues par le CCTP. Les essais à réaliser par le Titulaire à l'appui de la demande d'agrément des matériaux et produits sont fixés par le CCTP.

En règle générale, les matériaux et produits répondant à une même spécification doivent avoir la même origine.

Le Titulaire tiendra à la disposition du Maître d'œuvre les documents justifiant l'origine des matériaux et leur affectation dans l'ouvrage.

6.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.2.1 Qualité des matériels et des produits – Application des normes

Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les dispositions de l'article 23 du CCAG Travaux sont applicables. Sauf indication expresse du Maître d'œuvre en réponse à une proposition du Titulaire, les matériaux et produits utilisés devront être conformes aux prescriptions des normes françaises homologuées ou d'autres normes applicables en France, en vertu d'accords internationaux.

6.2.2 Vérifications – surveillance de fabrication

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et le Titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées au titre du plan d'assurance qualité.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines et magasins du Titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6.2.3 Essais supplémentaires

Tous les essais, tous les contrôles, toutes les épreuves et les vérifications du contrôle interne au Titulaire sont à sa charge.

Bien qu'il soit, dans l'organisation du contrôle du Titulaire, du ressort du contrôle externe de s'assurer du fonctionnement adéquat et efficace du contrôle interne et de la conformité des ouvrages prévus au Marché, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer tous les essais et vérification qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du Marché, même s'ils ne sont pas prévus dans le Marché ou les normes et notamment en cas de litige avec le Titulaire.

Que ces essais, effectués pour le compte du Maître d'œuvre, soient réalisés par le Laboratoire du Titulaire ou par un Laboratoire indépendant, ils seront rémunérés, soit par le Titulaire si les résultats ne sont pas conformes à ceux exigés dans les pièces constitutives du Marché par dérogation à l'article 24.6 du CCAG Travaux, soit par le Maître d'ouvrage s'ils le sont.

Les résultats du contrôle externe sont communiqués au Titulaire dès qu'ils sont connus (ils seront annexés au journal de chantier).

ARTICLE 7 - RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7.2 Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7.3 Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le maître d'ouvrage notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

7.4 Piquetage général

En complément à l'article 27.2 du CCAG Travaux, le piquetage général est à réaliser par l'entrepreneur à ses frais au cours de la période de préparation et au plus tard avant le début des travaux.

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre, pour tous les ouvrages et réseaux à proximité.

7.5 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations, câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, et dont le Titulaire a reçu du Maître d'œuvre les indications quant à leur nature et leur position présumée, sera effectué à la charge du Titulaire, et vérifié contrairement par le Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG Travaux, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

7.6 Gestion de la consignation des équipements

Les travaux liés à la robinetterie, canalisations et vannes nécessitent la mise en place d'une démarche de consignation hydraulique.

Le titulaire doit fournir au Maître d'œuvre avant le commencement des travaux, les coordonnées du responsable de consignation.

Durant les travaux, les demandes de consignation sont adressées sous une semaine à l'exploitant. Elles doivent être en accord avec le respect des CME, (voir l'article 8.5.6). Ces démarches seront donc également validées par l'Exploitant de la DiRIF, en prenant compte de l'état de disponibilité des équipements pendant les travaux et à la remise en exploitation.

Pendant les phases de travaux, le **responsable de consignation** travaillera en étroite collaboration avec l'Exploitant, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. En cas de défaut sur un équipement mettant l'ouvrage en dessous des CME, le titulaire encourt une pénalité jusqu'au retour à la normale, voir l'article 4.4 . Ainsi, le titulaire doit disposer des moyens pour intervenir et réparer dans les meilleurs délais.

Les demandes et frais de consignation / déconsignation sont à la charge du titulaire et sont inclus dans les prix.

ARTICLE 8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

– Par les soins du titulaire :

- Par dérogation à l'article 28.2.2 2ème alinéa du CCAG, établissement, sous la coordination du responsable de l'OPC, et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux et copie au maître d'ouvrage, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- Établissement du PPSPS. Cette obligation est applicable à chaque intervenant.
- Établissement par le titulaire des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux et remise au maître d'œuvre des plans et procédures d'exécution, des notes de calcul et des études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues par l'article 8.2 ci après;

- Demandes d'agrément des matériaux et procédés, y compris agrément de la centrale à enrober et à béton ;
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet d'implantation des installations de chantier et des différentes zones de stockages des matériaux ;
- Liste des personnes habilitées à intervenir sous circulation ;
- Établissement et présentation au maître d'œuvre de l'ensemble des sous détails de prix unitaires et décompositions de prix forfaitaires tels que définis au 3.1.4 du présent CCAP ;
- Rédaction et envoi des DICT nécessaires aux travaux auprès des concessionnaires ainsi que le suivi des réponses et la réalisation des études d'exécution complémentaires induites par celles-ci ;
- Établissement et mise au point du SOSED ;
- Établissement et mise au point du SOPAQ ;
- Dégagements des emprises ;
- Piquetage général et complémentaire, ainsi que les levés topographiques complémentaires ;
- Établissement et présentation au maître d'œuvre des états des lieux avant travaux ;
- Récupération à la médiathèque de la DIRIF de la liste des tatouages et codes de références techniques (CRT) existants (équipements et locaux) ;
- Établissement de la liste des équipements mis en place et demande à la médiathèque de la DiRIF des tatouages et CRT. Ces numéros seront intégrés aux plans d'exécution ;
- Le titulaire devra rencontrer les services de la Médiathèque pour anticiper les modalités d'intégration du DOE. Cette réunion permettra d'explicitier si besoin ce qui sera attendu à l'issue des travaux et elle permettra de définir la liste prévisionnelle des documents et bases de données qui devront être produits ou mis à jour en vue d'être versés dans la « Documentation des ouvrages exploités de la DiRIF ».

L'ensemble des prestations préparatoires et de versement de documentation s'appelle « **intégration** ». Cette intégration comprend tous les documents, tels que les fiches, les notices d'exploitation (utilisation, entretien, maintenance) , les plans, notes de calculs, essais, test, mesures, contrôles, recettes, etc.

A titre d'exemple, ces prestations d'intégration consistent à :

- Reprendre la forme et le format des documents pour respecter la charte documentaire de la Dirif ;
- Les matériels devront être identifiés selon la logique existante sur les plans anciens.
- Modifier les plans ou les documents existants de la « documentation DiRiF » pour les mettre à jour suite aux travaux réalisés ;
- Produire le document cartographique spécifique selon les modalités propres à la médiathèque ;
- Effectuer la saisie des documents intégrés dans une base de données spécifique.

Certaines de ces prestations se font à la « Médiathèque », c'est-à-dire dans les locaux de la DiRIF à Créteil.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

8.2 Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le maître d'œuvre et remises au titulaire.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG Travaux, ces documents sont fournis en **2** exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf, les autres documents, sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Les versions intermédiaires des documents à viser seront transmises par le Titulaire par voie électronique (utilisation de la plateforme collaborative COSMOSE) et sur un support papier. Lorsqu'ils sont fournis au format électronique, ils doivent être conformes au format et caractéristiques définis dans le CCTP.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG Travaux, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux

8.3 Ordonnancement

8.3.1 Programme d'exécution des travaux

Ce programme sera composé d'un planning général des travaux :

Le programme prévisionnel d'exécution de l'ensemble des travaux devra notamment tenir compte des délais d'établissement et de vérification des documents d'exécution, de l'agrément et de la fourniture des matériaux, et de la disponibilité des matériels.

Une notice complémentaire sur l'organisation et les moyens précisera :

- Le personnel et le matériel nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Les cycles élémentaires de travail avec précision de leur durée ;
- Les délais de commande et d'approvisionnement ou les cadences de livraison lorsque celles-ci sont régulières ;
- Les hypothèses logistiques prises en compte.

En cas d'observation du Maître d'Œuvre, ce programme devra être rectifié et retourné sous 5 jours par l'Entrepreneur.

Le programme général remis à jour sera présenté au Maître d'Œuvre tous les mois en précisant l'avancement des différentes tâches.

En complément du programme général, le Maître d'Œuvre pourra exiger la fourniture de programmes et plannings détaillés spécifiques à certaines tâches conformément au CCTP.

8.3.2 Suivi du programme général d'exécution

Le Titulaire procédera tous les mois à l'examen du programme, en faisant apparaître les éléments effectifs en regard des éléments prévisionnels. En cas d'écart constaté, le Titulaire indiquera les mesures d'ajustement qu'il propose de mettre en place pour garantir le respect du programme initial. Le cas échéant, et en cas de nécessité, cet examen pourra être demandé au Titulaire en dehors de la périodicité définie ci-dessus.

Exceptionnellement et lorsque cela sera rendu nécessaire par des événements imprévus lors de la période de préparation, le Titulaire pourra demander à amender le programme général d'exécution initial. Le Maître d'œuvre examinera cette demande et autorisera ou non l'amendement en fonction des impacts des évolutions sur l'opération dans son ensemble.

En aucun cas, les informations définies au premier programme édité après observations du Maître d'œuvre ne seront modifiées. Elles resteront constamment apparentes tout au long des révisions successives en tant qu'élément de référence.

En cas d'amendement, le programme d'exécution sera soumis au visa du Maître d'œuvre.

8.4 Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8.5 Organisation des besoins de fermeture

8.5.1 Demandes de balisages et fermetures de nuit

Le planning détaillé des travaux fournis par le titulaire lors de la période de préparation sert de référence au suivi des délais. Le titulaire proposera périodiquement un recalage du planning de façon à permettre la meilleure adéquation des balisages pour neutralisation de voies et de fermetures programmées du tunnel avec les besoins des travaux, dans le respect des contraintes énoncées ci-après.

Pour ce faire, le titulaire établira un planning prévisionnel détaillé des fermetures souhaitées pour le mois m+2 la première semaine du mois m.

En retour, le maître d'œuvre communiquera au titulaire, à la suite de la réunion mensuelle de coordination des fermetures régionale prévue chaque fin de mois (m), la programmation qu'il aura arrêtée pour le mois m+1 et une prévision de la programmation pour le mois m+2, compte tenu des contraintes d'exploitation sur les autoroutes d'Île-de-France (voies gérées par le Maître d'ouvrage, ainsi que des contraintes extérieures de coordination avec les chantiers ou les événements prévus en coordination avec d'autres maîtres d'ouvrage). Le titulaire devra se conformer à cet arbitrage sans pouvoir élever aucune réclamation, tant que la programmation arrêtée respecte les engagements minimums d'autorisation de fermeture.

L'Entrepreneur est tenu de suivre l'ensemble des consignes d'intervention fournies par les services gestionnaires.

L'Entrepreneur devra respecter les règles d'accès aux zones de travail qui seront définies avant le début des travaux.

8.5.2 Fermetures autorisées

Dans le CCAP la notion de nuit de fermeture s'entend comme la fermeture d'un sens de circulation. Si une fermeture de l'A14 dans les 2 sens de circulation la même nuit, alors elle est comptabilisée comme 1 nuit de fermeture.

- De manière générale, les fermetures pourront avoir lieu du lundi soir au jeudi soir sous réserve des contraintes d'exploitation liées aux autres axes, ou événements programmés qui impactent le planning des fermetures en région parisienne : matchs, salons, ou une période hivernale (d'octobre en mars), ...
- Le rythme hebdomadaire de travail de nuit est en moyenne de 2 à 3 nuits par mois. Compte tenu des contraintes d'exploitation, ce rythme ne sera pas forcément obtenu chaque mois.

Les travaux sont programmés dans les temporalités suivantes :

- Travaux de nuit sous fermeture :

Les travaux seront réalisés majoritairement de nuit, sous fermeture.

- Travaux en journée

Les interventions portant sur les locaux techniques accessibles durant les horaires habituels seront effectuées en journée, pendant les plages horaires classiques de travail.

- Travaux sous fermeture continue (24h/24, y compris week-ends) :

- Une fermeture totale et ininterrompue, incluant les samedis et dimanches, sera mise en œuvre lors des périodes suivantes :

- Vacances de Pâques 2026 : du 20 avril 2026 au 2 mai 2026 inclus ;
- Vacances de la Toussaint 2026 : du 19 octobre 2026 au 30 octobre 2026 inclus.

- Fermetures nocturnes supplémentaires :

- Six nuits de fermeture supplémentaires **par lot** seront programmées sur la durée du marché. Ces fermetures pourront être non consécutives et réparties sur plusieurs périodes.

Compte tenu des éléments indiqués ci-dessus le maître d'ouvrage s'engage à mettre à disposition six nuits de fermeture (hors périodes de vacances scolaires mentionnées ci-dessus), à programmer en coordination avec le titulaire.

Le titulaire est invité à optimiser le planning de ses travaux de nuit, en tenant compte des contraintes calendaires et de disponibilité des fermetures.

Tous les mois le décompte des nuits mises à disposition du titulaire est effectué par le maître d'œuvre. Si le décompte des nuits est inférieur au nombre de nuits prévisibles suivant les contraintes fixées ci-dessus et que des nuits ont été annulées avec un préavis de moins de 7 jours, il sera accordé au candidat un délai supplémentaire sauf si un aménagement est trouvé avec l'exploitant pour l'obtention de nuits supplémentaires dans les mois suivant.

8.5.3 Déprogrammation :

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur le fait que sa rémunération est réputée intégrer la possibilité d'annulation par la DiRIF de nuits de fermeture, avec un préavis de moins de quarante-huit (48) heures par rapport à l'heure prévue pour la mise en place du balisage, et ce pour des raisons d'exploitation du réseau autoroutier, de coordination régionale des chantiers,

d'incompatibilité temporaire de tous travaux en regard de la maintenance des équipements ou du niveau de service :

- si, pendant un mois « civil » (janvier, février...) plus de deux nuits de fermeture sont annulées par la DiRIF, avec préavis de moins de 48h, le délai d'exécution des travaux se verra allongé du nombre de nuits dépassant les deux nuits prévues. Il est précisé, toutefois, que cela ne pourra en aucun cas donner droit à une quelconque rémunération complémentaire du fait de l'allongement du délai, cette sujétion étant réputée intégrée dans la rémunération de l'Entrepreneur.
- en cas d'annulation tardive d'une fermeture par la DiRIF (inférieure à quarante-huit heures) le marché prévoit une rémunération spécifique prévue au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires à titre d'indemnisation, le délai étant prolongé dans les conditions citées ci-dessus.
- en cas d'annulation d'une fermeture du fait de l'Entreprise dans un délai inférieur à quarante-huit (48) heures avant la mise en place du balisage ou la fermeture de la section concernée, la pénalité de l'article 4.5.11 s'applique.

8.5.4 Contraintes sur les balisages et fermetures de nuit

Les périodes de fermeture de nuit se décompose en deux amplitudes distinctes :

- une amplitude de mise en place des dispositifs de fermeture de l'axe routier concerné, appelée « amplitude de fermeture ». Dans le cas du tunnel A14, cette amplitude s'étend de 22h00 à 04h00, soit une amplitude de 6h00. Cette amplitude est réputée intégrer les temps de consignation/déconsignation et purge des équipements et d'amenée/replis du chantier
- une amplitude d'activité propre pour les entreprises, contenue dans « l'amplitude de fermeture » diminuée de 30 minutes aux extrémités. Dans le cas des tunnels A14 l'amplitude de travail peut s'étendre de 22h30 à 03h30, soit une amplitude de 5h00.

En fonction des conditions de circulation sur le réseau principal au moment de la mise en des dispositifs de fermeture, et en fonction des événements de trafic durant la fermeture, l'exploitant peut-être amené soit à retarder la fermeture soit à anticiper la réouverture.

Ces impératifs peuvent être générateurs d'une réduction de l'amplitude de fermeture et par voie de conséquence de l'amplitude de travail possible.

Lorsque durant une nuit, « l'amplitude de fermeture » est réduite à une durée inférieure à 04h30 l'entreprise pourra prétendre à l'indemnisation de la nuit concernée par l'application du prix « Indemnité pour nuit courte ». inscrit dans le BPU.

Les fermetures sont encadrées par les agents DIRIF qui sont seuls à pouvoir donner l'autorisation de pénétrer sur le terrain. Ces agents informent aussi l'entreprise pour quitter les lieux.

Les fermetures seront organisées selon les demandes du titulaire et les modalités définies précédemment.

Les autorités ayant pouvoirs de police peuvent à tout moment demander l'annulation d'une fermeture programmée ou le repliement d'un chantier pendant une fermeture si des circonstances particulières nécessitent de rétablir la circulation au plus vite.

Dans ces situations, le titulaire devra :

- pouvoir libérer une voie dans un délai maximum d'une demi (0,5) heure ;
- éventuellement évacuer le site dans un délai maximum de trois (3) heures.

À contrario, un événement trafic, un incident ou une défaillance de l'exploitation peuvent à tout moment conduire à une restriction totale ou partielle de l'ouvrage. Dans les situations le nécessitant pour assurer la sécurité des travailleurs, le titulaire devra faire évacuer au plus vite

l'ensemble des personnels présents dans les zones concernées, en application des règles définies au PGC

8.5.5 Conditions d'interventions

Toutes les interventions dans les locaux techniques du tunnel, pour chaque jour et indépendamment des conséquences sur l'exploitation, devront faire l'objet de demandes d'autorisation au Service du Trafic et des Tunnels de la DiRIF (PCTT Ouest), avec un préavis de deux semaines, parallèlement aux demandes de fermetures nocturnes du tunnel, qui relèvent d'autorisations distinctes.

Chaque demande d'accès (DA) et demande d'intervention (DI) devra être accompagnée d'une Note d'Information Préalable (NIP) précisant :

- la nature de l'intervention, sa localisation ;
- la date et heure prévue, la durée totale de l'intervention ;
- les interactions potentielles avec les interventions de tiers à la même occasion (nettoyage du tunnel, ...) ;
- les mesures prises pour pouvoir procéder le cas échéant à la réouverture anticipée à la circulation, si la demande concerne une période de fermeture ou une restriction de chaussée.

L'Entrepreneur devra coordonner ses procédures de travaux avec l'Exploitant de l'ouvrage : préalablement au démarrage des interventions sur les équipements, l'Entrepreneur devra participer à l'élaboration d'un Dossier d'Impact, en coordination avec le Maître d'œuvre, conformément aux exigences de l'Exploitant et du Maître d'Ouvrage.

La composition exhaustive de ce dossier sera définie au démarrage de la période de préparation par une réunion de mise au point avec la MOE et l'Exploitant compte tenu de la nature, des méthodes de réalisation et du phasage des travaux envisagés par l'Entreprise dans le respect des Conditions Minimales d'Exploitation (CME) décrites dans le PIS de l'ouvrage (*PIS joint au bordereau B*).

Toute intervention pour travaux, piquetages ou mesures,... dans les locaux techniques existants (PCTT, sites techniques, locaux de concentration, poste électrique) devra au préalable avoir fait l'objet de Note d'Information Préalable (N.I.P.) validée par l'exploitant. En cas de non-transmission de la NIP, le titulaire encourt une pénalité (voir l'article 4.5.14.)

En période d'exécution des travaux, l'Entrepreneur devra proposer au MOE, pour chaque jour où il intervient sur des matériels en exploitation, une Note d'Information Préalable (NIP ; *modèle joint au bordereau B*), quinze jours avant la date prévisionnelle des travaux. Cette NIP précisera :

- 1) la nature de l'intervention, sa localisation et les raisons la rendant nécessaire ;
- 2) les date et heure prévues, la durée totale de l'intervention ;
- 3) les sous-ensembles concernés par les travaux ;
- 4) les incidences fonctionnelles et techniques de ces travaux ;
- 5) les mesures mises en place pour abaisser le risque de perte d'exploitation ;
- 6) les mesures conservatoires prises pour le retour à l'exploitation normale, dans le cas où des incidences sur l'exploitation sont prévues ou probables.

Le maître d'œuvre est l'interlocuteur de l'entrepreneur pour l'élaboration de la N.I.P. Lorsque le projet de N.I.P. est jugé conforme par le MOE, ce dernier le diffuse à l'exploitant puis informe de la

suite donnée. Les travaux ne peuvent commencer qu'après signature de cette N.I.P. par l'Exploitant. Il est nécessaire que l'Entrepreneur s'intègre dans le processus de continuité d'exploitation de l'Exploitant.

La signature de la N.I.P. par l'Exploitant vaut acceptation des incidences fonctionnelles mentionnées dans la N.I.P. Toutefois, cette signature n'exempte pas l'Entrepreneur de toute responsabilité, et notamment du risque de panne grave ou critique :

- il appartient au titulaire de signaler le cas échéant un tel risque, qui devra déjà apparaître dans le Dossier d'impact, dans sa proposition de N.I.P. et de l'adosser le cas échéant à une procédure de fermeture du tunnel ;
- les incidences fonctionnelles, non prévues dans la N.I.P., qui surgiraient du fait de l'exécution des travaux, exposent l'Entrepreneur aux pénalités prévues à l'article 4.4 du présent CCAP. À ce titre, il devra s'assurer durant son intervention, et avant de modifier l'état d'un réseau, que l'intervention est compatible avec la situation en présence.

Faute de N.I.P. transmise en temps utiles et validée par ses soins, l'Exploitant pourra exiger l'annulation de l'intervention. Cet arrêt ne pourra donner lieu à aucune réclamation de la part de l'Entreprise.

Les interventions exceptionnellement hors N.I.P., par exemple dans le cas de traitement d'une panne perturbatrice, sont à effectuer sous le contrôle de l'Exploitant.

De manière générale, le titulaire devra se conformer aux procédures en place au moment du marché.

8.5.6 Respect des CME

L'Entrepreneur intervient sur un ouvrage en exploitation, ouvert à la circulation et doté d'équipements de gestion, contrôle et sécurité existants. Ces équipements et leur fonctionnement sont conçus pour assurer un niveau de service comportant des seuils de sécurité en cas de perte ou dégradation d'équipement en dessous desquels l'ouvrage ne peut plus être exploité.

Il conviendra de s'assurer que les niveaux de sécurité, moyens de surveillance et gestion de l'ouvrage respectent à tout moment des seuils fixés en fonction des différentes phases des travaux.

Le phasage des travaux et les travaux associés à chaque phasage devront respecter les Conditions Minimales d'Exploitation (CME) décrites dans le PIS de l'ouvrage.

En début de période de préparation, l'Entrepreneur définira dans son PAQ, la personne responsable de la sécurité/interventions d'urgence/astreinte des équipements existants et futurs.

L'Entrepreneur réalisera le plan de respect des CME et procédures associées en phase de préparation.

Le mode de fonctionnement à respecter est le mode courant.

En cas de passage en mode dégradé, la réparation doit être effectuée sous 3 jours pour revenir en mode courant.

Le mode de fonctionnement en critique oblige à une réparation sous 3 heures.

Les CME sont indiquées dans PIS, voir le bordereau B.

8.6 Organisation des travaux

8.6.1 Coordination

Le Titulaire désignera une personne responsable de la coordination de l'ensemble des co-traitants et sous-traitants intervenant pour la réalisation de l'opération. Cette mission lui incombe tant pendant les travaux de réalisation des ouvrages, de réception, d'essai, et de levée de réserves, que pendant les périodes de garantie.

Le Titulaire devra à tout moment vérifier que l'ordonnancement retenu est compatible avec les impératifs de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs et des usagers, notamment en respectant le PGCSPS et le PPSPS qu'il aura établi dans ses études d'exécution. Il devra modifier l'ordonnancement si le coordonnateur de sécurité estime qu'il fait peser des risques non maîtrisés sur la santé et la sécurité.

Toutes les informations relatives à l'ordonnancement et à l'avancement du chantier, seront consignées dans le journal de chantier.

Le titulaire fournira de manière hebdomadaire les interventions précises prévues dans les 15 jours suivants en précisant la localisation exacte de l'intervention, l'impact de son intervention sur le tunnel et ses installations, les conditions d'intervention. Ces éléments devront en particulier servir à gérer la coactivité potentielle sur le chantier avec d'autres intervenants et de prendre des dispositions si nécessaires.

8.6.2 Exécution des travaux

8.6.2.1 Réunions de chantier

Les réunions de chantier auront pour objet de traiter des différents points techniques et d'organisation du chantier.

La périodicité de ces réunions pourra être adaptée en fonction des travaux.

Ces réunions feront systématiquement l'objet d'un compte-rendu établi par le Maître d'œuvre.

Le compte rendu sera définitif si, dans un délai de 8 jours suivant la date de réception du compte rendu par le Titulaire, celui-ci n'a formulé aucune demande de modification.

8.6.2.2 Autres réunions

En cas de nécessité, des réunions supplémentaires occasionnelles pourront être ajoutées telles que des réunions techniques spécifiques, des réunions qualité, des réunions techniques, des réunions d'ordonnancement, etc.

Pour chacune de ces réunions, le Titulaire désignera la ou les personnes pouvant le représenter et qui devra être capable de prendre les décisions nécessaires au cours de ces réunions.

Le compte rendu de chacune de ces réunions sera établi par le Maître d'œuvre ou tout autre intervenant sur la base des documents fournis par le Titulaire. Il sera définitif si, dans un délai de 8 jours suivant la date de réception du compte rendu par le Titulaire, celui-ci n'a formulé aucune demande de modification.

8.6.2.3 Journal de chantier

Durant toute la durée des chantiers, le titulaire tiendra un journal de chantier dans lequel devront être consignées les informations suivantes :

- Opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché, telles que notifications d'ordre de service, visa et approbation des plans d'exécution, etc ;
- Conditions atmosphériques constatées (vent, température, précipitation, niveau des eaux, etc.) ;
- Essais et mesures effectués pour s'assurer du respect des exigences du marché ;
- Incidents observés susceptibles d'avoir une incidence sur la tenue ultérieure des ouvrages, sur les prix de revient ou sur la durée réelle des travaux ;
- Observations faites et les prescriptions imposées aux différents participants (marche générale du chantier, sécurité du personnel, etc.) ;
- Identification de l'avancement des travaux : nature, localisation, date de réalisation, etc ;
- Les incidents de chantier, les travaux non prévus et dont les modalités de rémunération ne figurent pas dans le bordereau des prix, ainsi que tout événement susceptible de donner lieu à réclamation de la part du Titulaire.

La forme donnée à ce journal de chantier sera précisée au cours de la période de préparation. Il pourra être segmenté en plusieurs documents distincts. Il sera installé sur la plate-forme collaborative COSMOSE afin d'être consultable par l'ensemble des personnes autorisées.

A ce journal devront être annexés tous les documents venant en complément des informations consignées dans le journal (photographies, résultats d'essais, constats, etc.). Les pièces seront insérées sous forme de fichiers assemblés en un seul fichier type PDF mis à disposition dans COSMOSE.

8.7 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG Travaux, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8.7.1 Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8.7.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

8.7.3 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT), les noms de ses représentants au sein du collège dans les conditions fixées aux articles R.4532-80 à 83 du Code du Travail ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4ème partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8.7.4 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service gestionnaire de la voirie, à savoir, l'Unité d'Exploitation Routière (UER) de Nanterre.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Les dispositifs de signalisation à mettre en place par le titulaire sont précisées dans les articles 1.4.2.4 et 4.2 du CCTP .

La signalisation en amont et au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve :

- des panneaux de signalisation et des flashes ;
- de la signalisation horizontale ;
- des séparateurs modulaires de voie BT4.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéas 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8^e partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

8.7.5 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG Travaux sont applicables.

8.7.6 Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG Travaux sont applicables.

8.7.7 Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

8.7.8 Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

8.8 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

ARTICLE 9 - CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

9.1 Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9.1.1 Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG Travaux, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9.1.2 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCTP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9.2 Réception

9.2.1 Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

9.2.2 Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

9.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

9.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

9.5 Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, le Titulaire fournira le dossier des ouvrages exécutés (DOE) selon les modalités définies au CCTP.

ARTICLE 10 - GARANTIE

10.1 Généralités

La garantie s'applique à tous les éléments réalisés au titre du marché, y compris la documentation, les équipements et l'outillage associé.

La garantie engage le Titulaire pendant les délais de garantie contractuels, à effectuer à ses frais, sur simple demande du représentant du Maître d'ouvrage, toutes les réparations qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, aux conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages.

Le Titulaire sera dégagé de ses obligations dans les cas suivants :

- Si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur ;
- Si le défaut ne concerne qu'un élément du système existant préalablement au marché ;
- Si le défaut ne concerne que des services fournis hors de la responsabilité du Titulaire (source d'énergie externe, liaisons de télécommunication louées); toutefois la responsabilité du Titulaire serait à nouveau engagée si un défaut de fonctionnement persistait au retour de ces services.

En conséquence, hormis les pannes et défauts résultant de dégradations causées par un tiers, le Titulaire devra remédier, à sa charge, à tous les défauts de fonctionnement constatés sur les ouvrages mis en place dans le cadre du marché.

Généralement, les équipements seront mis à la disposition du Maître d'Ouvrage et de l'Exploitant sans qu'ils n'en prennent possession. Avant la mise à disposition de ces équipements un état des

lieux sera dressé contradictoirement entre le Maître d'œuvre, le Titulaire, le Maître d'Ouvrage et l'Exploitant. Le Titulaire pourra faire des réserves, s'il estime que l'utilisation de ses équipements risque d'être détériorées (mauvaise condition d'utilisation). Les réserves devront être motivées par écrit et adressées au Maître d'œuvre dans un délai de 10 jours compté à partir de l'état des lieux.

Les imperfections et malfaçons restent de la responsabilité du Titulaire qui devra les corriger et faire fonctionner la garantie auprès des fournisseurs, si nécessaire. Dans ce dernier cas de figure les réparations sont à la charge du Titulaire. Après la réalisation du constat d'installation et du constat fonctionnel d'un équipement, le Titulaire n'est pas responsable de la garde de ce dernier.

En cas de détérioration par un tiers extérieur (accident, dégradation, vol), un constat contradictoire sera dressé pour identifier les causes et les réparations à effectuer par le Titulaire au travers des prix du marché. Si la dégradation est liée à un autre marché en cours, c'est l'assurance de l'entité en cause qui rémunérera la réparation.

La mise à disposition est à considérer du constat contradictoire jusqu'à la réception. Lors de la réception, un nouveau constat contradictoire sera dressé pour consolider le PV de réception.

10.2 Durée de la garantie

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux, la garantie démarrera à partir du constat d'état des lieux dressé à la mise à disposition des équipements (un constat mensuel pourra être rédigé).

Le délai de garantie de l'ensemble des ouvrages est fixé à :

- 10 ans pour les travaux touchant au génie civil ;
- 1 an pour le reste des prestations.

Au regard de l'étalement des déploiements d'équipements sur la durée du marché, le Titulaire devra prendre ses dispositions pour éventuellement contractualiser des garanties particulières auprès de ses fournisseurs (garantie légale des vices cachés, garantie commerciale ...) pour assurer la garantie à partir du constat d'installation et du constat fonctionnel et les 12 mois après la dernière réception du présent marché. Une attention particulière devra être portée pour les équipements réseau déployés au début du marché.

La maintenance des équipements entre leur mise en service et la fin de la garantie (12 mois après la réception) est incluse dans les prix. Les conditions de disponibilité pendant cette période et les pénalités associées sont décrites dans un article spécifique du présent document.

10.3 Étendue de la garantie

S'il est constaté au cours de cette période une panne, telle que définie ci-dessus, le Titulaire est tenu de faire gratuitement toutes réparations, remplacements, et modifications nécessitées par vice de matière, de construction, de fonctionnement ou de conception entraînant une altération des caractéristiques fonctionnelles ou techniques initiales.

Si, au cours de la période de garantie, une anomalie qui aurait échappé aux essais successifs est découverte, le Titulaire est tenu d'y remédier dans les mêmes conditions que celles des essais généraux.

Par contre, si un vice profond est découvert, le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage se réservent le droit de neutraliser le déroulement de la période de garantie. Il est entendu que, pendant la période de neutralisation, le Titulaire garde ses obligations de garantie.

En cas de neutralisation, le délai de garantie sera alors augmenté d'un temps égal à la période de neutralisation et toutes les obligations qui y sont liées seront prolongées d'autant.

Un équipement est considéré comme en panne dès lors qu'il ne répond plus aux spécifications suivantes (utilisation dans les conditions normales d'utilisation) :

- Spécifications du CCTP ;
- Spécifications générales de l'équipement ;
- Spécification fonctionnelle du système auquel appartient l'équipement.

Cependant, la garantie ne s'applique pas dans les cas suivants :

- Si la panne résulte d'une négligence ou d'une exploitation et/ou d'une utilisation non conforme aux recommandations du Titulaire ;
- Pour toute pièce consommable ayant subi une usure normale de fonctionnement ;
- Si des modifications ou des substitutions de pièces ont été effectuées sans l'accord du Titulaire sur les équipements.

Toutes les interventions et gestion de la garantie sont à la charge et aux frais du Titulaire.

10.4 Conditions d'intervention pendant la période de garantie

Pendant le délai de garantie, le Titulaire est tenu de garantir les installations objet du présent marché contre tout dysfonctionnement, tout défaut et toute non-conformité aux spécifications, c'est-à-dire qu'il s'engage à effectuer, sans les facturer dans le cadre d'un appel en garantie, les prestations correspondantes comprenant notamment :

- L'intervention sur le site du personnel qualifié du Titulaire, sur appel en garantie de l'Exploitant, du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre. Les conditions de gestion des indisponibilités sont indiquées dans le présent CCAP ainsi que les pénalités associées en cas de non-respect des durées maximales d'indisponibilité qui y sont indiquées pour chaque élément de système.
- La réparation, sur le site ou en usine, et le cas échéant, le remplacement des matériels, équipements, ou composants défectueux.
- Le constat d'état des lieux et/ou le procès-verbal de réception devra mentionner, les numéros téléphoniques, les adresses mail, etc... ainsi que les coordonnées des personnes susceptibles d'intervenir pour le compte du Titulaire dans le cadre de la Garantie.

Toute déclaration de panne faite au Titulaire devra être confirmée par courriel afin d'assurer la traçabilité de la demande. Cette déclaration comportera les indications suivantes :

- Tatouage de l'équipement défectueux ;
- Numéro d'ordre dans le mois ;
- Date et heure ou période du dysfonctionnement de l'équipement ;
- État fonctionnel des systèmes de soutien avoisinant (superviseur, alimentation ...) ;
- Présence de travaux au voisinage ;
- Description de l'effet indésirable observé ;
- État remonté sur les équipements de supervision ;
- Le degré d'urgence de la demande d'intervention, conformément aux durées d'indisponibilités maximales précisées dans l'article 4.3.1 du présent CCAP.

Les interventions réalisées par le Titulaire donneront lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention en garantie, établi contradictoirement en trois (3) exemplaires (1 Exploitant – 2 Titulaire – 3 Maître d'Ouvrage/Maître d'œuvre), signé par les deux parties (L'Exploitant et le Titulaire), et mentionnant :

- La date, l'heure et la durée de l'intervention ;
- Le nom et la qualité du personnel du Titulaire ayant effectué cette opération ;
- La nature de la panne ou de l'incident ;
- Les opérations réalisées (en détail) ;
- Les pièces et/ou composants changés (y compris la désignation de sa nomenclature, son numéro de série et d'identification, ainsi que sa fonction dans l'ensemble concerné) ;
- Le constat de fonctionnement après l'intervention.

Dans le cas où l'intervention du Titulaire doit avoir lieu sur un site qui requiert un balisage ou une fermeture, le personnel du Titulaire devra intervenir durant la période définie par l'Exploitant ; a priori ces interventions auront lieu de nuit.

Si le constat sur site ne relève pas d'un appel en garantie, le Titulaire élaborera un rapport de diagnostic. Les conditions d'intervention mentionnés ci-avant s'appliquent. Le diagnostic sera rémunéré au bordereau.

Le rapport de diagnostic devra mentionner :

- La date et l'heure du diagnostic ;
- Le nom et la qualité du personnel du Titulaire ayant effectué cette opération ;
- La nature de la panne ou de l'incident (câble coupé, vol d'équipement, travaux au voisinage proche, constat d'accident sur l'équipement, intervention d'un autre marché de travaux ...) ;
- Les opérations qu'il faudrait réaliser pour résoudre le problème (en détail : réalisation un raccordement, remplacer de vanne, ...) ;
- Une estimation des coûts de travaux à réaliser pour résoudre le problème sur la base des prix du marché (en détail).

10.5 Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 11 - RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG Travaux complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG Travaux :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, **aux frais et risques du déclarant**.

- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, **le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.**

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG Travaux.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG Travaux est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 12 - CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

12.1 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause est applicable aux lots suivants :

Désignation des lots	
Lot n° 1	Travaux d'amélioration et de renforcement du réseau d'incendie du tunnel A14 W -Nanterre - La Défense (PR 2+600 - PR 3+600).
Lot n° 2	Travaux d'amélioration et de renforcement du réseau d'incendie du tunnel A14 W – Nanterre – La Défense (PR 1+800 - PR 4+200).

12.2 Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de Contrat d'engagement Jeunes (CEJ) ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC), être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

12.3 Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée d'exécution du marché
LOT1	400 (quatre cents)
LOT2	400 quatre cents)

12.4 Les modalités de mise en œuvre des clauses sociales

12.4.1 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

12.4.2 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Valentin SOUCHARD
Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises
valentin.souchard@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

12.4.3 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article 12.5 du présent CCAP).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés) et aux destinataires suivants :

- Maître d'ouvrage : ghislain.kaniki@developpement-durable.gouv.fr
clement.morin@developpement-durable.gouv.fr

et

- EPEC : beatrice.calvet@epec.paris et copie à valentin.souchard@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4.5.7 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion, formées pendant l'exécution du marché.

12.5 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG Travaux :

CCAP 1.6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG Travaux
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG Travaux
CCAP 3.1.5	déroge à l'article	1.1, 1.7, 3.1, 12.2.2 et 12.4.4 du CCAG Travaux
CCAP 3.1.7.2		14.4.2 du CCAG Travaux
CCAP 3.1.8	déroge aux articles	10.4 du CCAG Travaux
CCAP 4.3.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG Travaux
CCAP 4.5.8	déroge à l'article	48.1 du CCAG Travaux
CCAP 4.5.13	déroge à l'article	52.1 du CCAG Travaux
CCAP 6.2.3	déroge aux articles	24.6 du CCAG Travaux
CCAP 7.5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8.1	déroge à l'article	28.2.2 2ème et 3ème alinéa du CCAG Travaux
CCAP 8.2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG Travaux
CCAP 9.1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG Travaux
CCAP 9.1.2	déroge à l'article	38 du CCAG Travaux
CCAP 9.5	déroge à l'article	40 du CCAG Travaux
CCAP 10.2	déroge à l'article	44.1 du CCAG Travaux
CCAP 11	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG Travaux